

Ont contribué à ce numéro



D.R

Nadine ALLEMAND est directrice adjointe du Citepa depuis 2011. Elle a rejoint cet organisme en 1986 après un parcours universitaire en sciences de l'eau et de l'atmosphère et un doctorat en chimie analytique. Nadine Allemand partage son temps entre activités techniques et activités plus administratives, et participe

au développement de coopérations à l'étranger. Elle a une vaste expérience des problématiques de pollution atmosphérique et des politiques et mesures visant à réduire les émissions pour, notamment, améliorer la qualité de l'air et atténuer le changement climatique.

Entre autres tâches, elle dirige le secrétariat technico-scientifique de la Task Force on Techno-Economic Issues (TFTEI) de la Convention Air (CLRTAP) de la Commission économique de l'Europe des Nations Unies (CEE-NU) et participe à de nombreux travaux dans le cadre de cette Convention, notamment au sein de l'organe exécutif, l'organe de décision de la Convention.

Récemment, elle a été responsable d'une assistance technique pour le MTES relative à une aide à la décision pour l'élaboration de la Stratégie nationale de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) en France avec l'INERIS et d'un appui technique similaire pour la DRIEE pour la mise au point du PPA de l'Île-de-France. Elle a été chef de projet d'un jumelage France/Serbie pour la mise en œuvre du règlement européen relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre (MMR). Elle travaille actuellement sur des projets relatifs à la lutte contre la pollution atmosphérique en Serbie et en Turquie.

Sur proposition du ministre chargé de l'Aviation civile, Nadine Allemand a été désignée membre du collège de l'ACNUSA lors du Conseil des ministres du 12 septembre 2018 en tant que personnalité compétente en matière d'émissions atmosphériques de l'aviation. Elle y consacre environ deux jours par mois, en dehors de son temps au Citepa.



D.R

Guy BERGÉ est le président de Atmo France. Il est vice-président de Metz Métropole en charge de l'Environnement et du Développement durable et est maire de Jussy (Moselle).

Bertrand BESSAGNET a exercé en tant qu'ingénieur/chercheur à l'Institut national de l'environnement et des risques industriels (INERIS), qu'il a rejoint en 2001 après



D.R

avoir terminé son doctorat dans le domaine de la physique et chimie de l'atmosphère obtenu en 2000 à l'Université Paul Sabatier de Toulouse. En 2015, il a obtenu son HDR en sciences de l'atmosphère à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris). Il est ingénieur en génie chimique de l'Institut polytechnique de

Toulouse (deux masters obtenus en 1997). En octobre 2018, il devient le directeur R&D de la société FUTURIS ENVIRONMENTAL Ltd. basée à Hangzhou (Chine). Ses principales compétences sont la gestion de la qualité de l'air, la modélisation, les émissions de polluants, le changement climatique et la météorologie.

À l'Ineris, il était responsable de l'unité Modélisation de la qualité de l'air et cartographie environnementale (10-15 ingénieurs) chargée du développement et de la mise en œuvre d'outils numériques pour la surveillance et la gestion de la qualité de l'air. Il était précédemment chargé d'affaires scientifiques en charge du développement des activités scientifiques sur la qualité de l'air et des partenariats internationaux.

Bertrand Bessagnet contribue au niveau national au développement du modèle de transport de chimie CHIMERE, en étroite collaboration avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il a été le principal développeur du modèle. Il a participé à la mise en place de la plateforme PREV'AIR, le système national officiel de prévision de la qualité de l'air en France (www.prevoir.org), et a régulièrement apporté son expertise aux autorités françaises (ministère de l'Écologie) pour la gestion des épisodes de pollution. Il a coordonné un certain nombre de projets européens et internationaux, notamment le projet EURODELTA, un exercice d'intercomparaison de modèles de qualité de l'air dans le cadre de la Convention de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE) sur le transport à longue distance de polluants atmosphériques.

Il a développé un partenariat avec l'Académie des sciences et technologies de Pékin sur la gestion de la qualité de l'air et développe des collaborations avec les autorités nationales chinoises sur ce thème. Il a participé à de nombreuses collaborations avec des institutions internationales, telles que le NCAR aux États-Unis, le Max Planck Institute en Allemagne, l'IIASA en Autriche et des institutions similaires à l'Ineris dans toute l'Europe grâce à son implication dans la convention de l'UNECE. Il a publié (en tant qu'auteur ou co-auteur) plus de 100 publications en sciences de l'atmosphère se spécialisant sur la qualité de l'air et les particules atmosphériques. Il supervise des doctorants et est régulièrement invité dans des jurys de thèse en Europe. Il est éditeur de la revue *Atmosphere*.



D.R

Olivier BLOND est président de Respire, association nationale pour l'amélioration de la qualité de l'air. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont *Respirez : solutions contre la pollution de l'air*, aux Éditions Eyrolles, et *Pour en finir avec l'écologie punitive*, aux Éditions Grasset. Il est professeur de santé environnementale à l'Institut catholique de Paris. Il travaille à l'Observatoire mondial des villes pour la qualité de l'air.



D.R

Jorge BOCZKOWSKI est médecin pneumologue, ancien directeur de recherche à l'Inserm (DR1) et est actuellement PU-PH de pneumologie, directeur de l'Institut Mondor de recherche biomédicale (IMRB, UMR 955 Inserm – UPEC). Ses travaux de recherche examinent les conséquences respiratoires de l'exposition aux contaminants de

l'environnement, notamment la fumée de cigarette et les nanoparticules manufacturées. Jorge Boczkowski a été coordonnateur de plusieurs programmes de recherche en toxicologie environnementale, et il a participé et participe à différentes instances scientifiques et d'expertise (CSS 6 Inserm, groupe de travail Nanomatériaux de l'IRESP, Commission scientifique de la direction des Risques chroniques de l'Ineris, groupe de veille sur les impacts sur la santé des nanomatériaux au HCSP, Observatoire de micro et nanotechnologies, Comité d'évaluation du programme Contaminants, Écosystèmes, Santé de l'ANR, etc.). Il a été assesseur au Conseil scientifique de l'UPEC (domaine biologie santé). Il est auteur de plus de 150 publications.

Paul BOUGON est ingénieur en chef des Mines. Il a rejoint Naval Group en août 2019 et était précédemment chargé de mission au Conseil général de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies au ministère de l'Économie et des Finances. Il a également exercé des fonctions dans le domaine du contrôle des installations nucléaires. Il est diplômé de l'École polytechnique (promotion 2007) et de Mines ParisTech (2013).

Cédric BOZONNAT est ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts, diplômé de l'École polytechnique. Il est titulaire d'un master de l'Université de Stanford en ingénierie civile et environnementale.

Il a occupé le poste d'adjoint au chef du bureau des Énergies renouvelables, chargé du solaire, au sein de la direction générale de l'Énergie et du Climat du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Actuellement, il est chef du bureau des Voitures particulières au sein de ce même ministère et de la même direction générale. Ce bureau est en charge notamment de la réglementation technique relative à la sécurité et aux émissions des véhicules.

Loïc BUFFARD est polytechnicien et ingénieur des Mines. Il a été chef du service régional de l'Environnement à la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Midi-Pyrénées de 2005 à 2008.

Il a été ensuite en poste au ministère des Finances, au sein de la direction générale du Trésor, puis de la direction générale de Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes.

Il est, depuis 2014, sous-directeur de l'Efficacité énergétique et de la Qualité de l'air au ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).



D.R

Daniel CALLEJA est depuis le 1^{er} septembre 2015 directeur général de la DG Environnement à la Commission européenne.

De janvier 2015 à août 2015, il a occupé le poste de directeur général de la DG Marché intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PME.

De février 2012 à janvier 2015, Daniel Calleja a assumé la fonction de directeur général de la DG Entreprises et Industrie.

Il était également l'envoyé spécial européen pour les PME. De février 2011 à janvier 2012, Daniel Calleja a été directeur général adjoint de la DG Entreprises et Industrie, où il était plus particulièrement en charge du marché intérieur de marchandises, de la compétitivité et de l'innovation, ainsi que des négociations internationales et du tourisme. Il était aussi l'envoyé spécial européen pour les PME.

De novembre 2004 à février 2011, il était directeur du transport aérien à la Commission européenne, en charge du marché unique de l'aviation européenne et de ses aspects internationaux. Il a négocié avec succès, au nom de l'UE, l'accord Ciel ouvert entre l'UE et les États-Unis. Durant cette période, il était responsable de la sécurité et de la sûreté aériennes ainsi que du marché intérieur de l'aviation et du ciel unique. Il a été également président du conseil d'administration de l'entreprise commune SESAR. De 1999 à 2004, il a été le chef de cabinet de la vice-présidente de la Commission européenne, Mme Loyola de Palacio qui était responsable du transport, de l'énergie et des relations avec le Parlement européen. Dans ce cadre, il a participé activement à l'élaboration de la politique européenne de transport, notamment par le lancement du Livre blanc sur le transport et d'un ciel unique européen ainsi que par la création de l'Agence européenne de la sécurité aérienne et du programme Galileo.

Entre 1995 et 1999, Daniel Calleja a été le chef de cabinet du Commissaire Marcelino Oreja, qui était responsable des affaires institutionnelles de la politique d'information, de l'audiovisuel et de la culture, ainsi que des négociations du traité d'Amsterdam.

En 1995, il était en charge du poste de conseiller juridique au sein du Cabinet du Président de la Commission européenne, en charge des dossiers de transport, de la concurrence, des aides d'État et du contrôle de l'application du droit communautaire.

Entre 1993 et 1994, il a été conseiller du Commissaire responsable des transports pour les politiques en matière de libéralisation du transport aérien et des aides d'État lors de la restructuration des compagnies aériennes, pour les dossiers concernant la première directive sur l'assistance en escale ainsi que pour la mise en œuvre du troisième paquet aérien et du règlement sur les SIR.

De 1986 à 1993, il a été membre du service juridique de la Commission et a, avec succès, représenté l'institution devant la Cour européenne de justice pour de nombreuses affaires.

Daniel Calleja est l'auteur de plusieurs publications. Il a enseigné le droit européen dans plusieurs universités et instituts de différents États membres.

Daniel Calleja a un diplôme en droit et en administration d'entreprises de l'Université de Comillas (ICADE) de Madrid.



D.R

Jean-Pierre CHANG gère l'un des deux départements techniques du Citepa, qui comprend trois unités techniques : unité agriculture/forêt, unité transport et unité support & développement informatique. En outre, il a la responsabilité transverse, tous secteurs au sein du Citepa, de la coordination des inventaires d'émissions nationales

français, gaz à effet de serre (pour la CCNUCC) et les polluants atmosphériques (pour la CLRTAP et directives UE). Cela concerne les différents aspects suivants : développements méthodologiques ; suivi et maintenance du système d'inventaire ; collecte des données et leur traitement ; établissement des rapports et formats de restitution des données pour répondre aux obligations internationales ; contrôle de la qualité et assurance de la qualité ; revues d'inventaire des émissions...

Jean-Pierre Chang justifie d'une longue expérience des inventaires des émissions atmosphériques, ayant été l'un des architectes du projet européen CORINAIR (dans les années 1990) qui avait établi les bases des systèmes nationaux d'inventaire des émissions atmosphériques en Europe. Ce projet Corinair était le volet Air du projet Corine (Coordination de l'information sur l'environnement) qui recouvrait d'autres volets, comme Corine Land Cover, Corine Biotope, etc.

Jean-Pierre Chang est par ailleurs membre du réseau EIONET de l'Agence européenne de l'Environnement. Il est le point de contact technique des inventaires d'émissions français pour les deux conventions des Nations Unies, CCNUCC et CLRTAP. Il a contribué à l'élaboration du guide de bonnes pratiques sur les inventaires du GIEC 2000 et à la conduite d'audits internationaux d'inventaires, en particulier les revues de la CLRTAP. Il est membre de l'Implementation Committee de la CLRTAP pour le suivi des non-conformités des Parties au regard de leurs obligations et engagements.



D.R

Franck CHEVALLIER est directeur technique Raffinage, Sécurité et Environnement de l'UFIP, l'Union française des industries pétrolières. Franck Chevallier est diplômé de l'École supérieure de chimie, de physique électronique de Lyon. Il justifie de plus de 25 ans d'expérience dans le secteur pétrolier.

Avant de rejoindre l'UFIP en 2018, il a occupé différentes fonctions au sein du Groupe Total dans des périmètres couvrant la France et l'International : ingénieur recherche environnement, ingénieur procédés sécurité/environnement en raffinerie, responsable sécurité des activités de l'aval gaz, chef de projet construction en raffinerie, expert HSE et chargé de mission réglementations et produits. Depuis 2011, il participe aux travaux du Conseil national de l'air.



D.R

Isabelle COLL est professeur en chimie à l'Université Paris Est Créteil. Elle effectue ses recherches au LISA, en modélisation de la pollution atmosphérique. Ses travaux incluent l'évaluation et l'amélioration des modèles de qualité de l'air, mais elle s'implique tout particulièrement dans la mise en œuvre de ces modèles sur des situations urbaines

réelles ou fictives, actuelles ou prospectives. L'objectif est de décrire et de quantifier le lien entre les activités émettrices, les situations de pollution et leurs impacts environnementaux et sanitaires, afin de soutenir la prise de décision. Son implication continue dans la recherche opérationnelle (partenariats avec les collectivités et les associations de la fédération ATMO notamment) lui permet dans ce cadre de maintenir un lien fort avec les exigences réglementaires et les problématiques sociétales.

Isabelle Coll développe depuis 2012 une approche innovante de modélisation urbaine dite « intégrée », c'est-à-dire une simulation de la qualité de l'air intégrant des considérations humaines, économiques, énergétiques et politiques. Il s'agit également d'une modélisation plus aboutie, permettant d'accéder *in fine* à l'exposition – chronique ou de pointe – des populations aux polluants atmosphériques. Ces travaux sont menés dans un cadre collaboratif réunissant des physico-chimistes, des économistes, des spécialistes des politiques publiques et de la transition énergétique, des géographes et des sociologues, ainsi que des experts de la modélisation des transports. Ces travaux permettent de réinventer notre façon de penser la modélisation urbaine, en élargissant notre réflexion à la question humaine et sociétale, et notamment aux conséquences des comportements de mobilité et de consommation d'énergie, aux problématiques d'inégalité face aux risques, mais aussi à l'impact des politiques environnementales, climatiques, de transport ou d'aménagement sur l'environnement et la santé des populations.



D.R

Patrice COLL est professeur à l'UFR de chimie de l'Université de Paris, et est depuis 2015 directeur du LISA (UMR CNRS 7583), un laboratoire comptant 130 personnes travaillant sur le fonctionnement des atmosphères terrestre et planétaires. Chimiste analytique de l'environnement, il a travaillé pendant plus de vingt ans sur différents objets du système solaire (Titan et Mars, notamment) en simulant ces environnements en laboratoire ou en développant des instruments dédiés à l'exploration de notre système solaire. Il a ainsi contribué à établir des bilans plus précis du contenu en molécules organiques et inorganiques de ces environnements, afin de mieux comprendre la complexification du carbone dans notre système solaire depuis son origine. Ces projets lui ont offert l'opportunité de s'impliquer fortement dans des missions de l'Agence spatiale européenne (ESA), de l'Agence spatiale américaine (NASA) et de l'Agence russe (Roskosmos), dans le cadre de financements obtenus notamment de l'Agence spatiale française (le CNES).

Même s'il continue à opérer dans ce secteur d'activité, il a recentré ses activités sur les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique. Il a ainsi créé des ponts avec des biologistes et personnels de santé qui lui ont permis d'exposer des modèles précliniques à des environnements urbains (Paris, Pékin...) simulés expérimentalement, aussi bien en termes particuliers que gazeux. Ainsi, ces activités transdisciplinaires lui permettent avec ses partenaires de proposer aux décideurs des solutions pour protéger au mieux les populations vulnérables aux impacts sur la qualité de l'air.

Ces différents travaux lui ont donné l'opportunité d'être auteur ou co-auteur de plus de 100 publications de rang A, de contribuer à plus de 300 communications orales, d'encadrer une douzaine de thèses de doctorat et d'être lauréat junior de l'Institut universitaire de France.

Yves CROZET est économiste. Il a été professeur à l'Université Lyon 2 de 1992 à 2010, puis à Sciences-Po Lyon. Depuis fin 2015, il est professeur émérite. En 1988, il intègre le Laboratoire d'économie des transports (LET) après avoir soutenu sa thèse de doctorat d'État, dont le titre est « Les Minguettes ou les infortunes de la tutelle ». Il a dirigé ce laboratoire de 1997 à 2007. Il est toujours membre de ce laboratoire, qui s'appelle aujourd'hui le Laboratoire Aménagement Économie Transports (LAET).

Yves Crozet est aussi président du Conseil scientifique du Laboratoire d'excellence « Dynamite », président du *think tank* de l'Union routière de France (URF) et membre du conseil d'administration du Conseil national routier (CNR). Il est également *Research Fellow* du CERRE (*Centre on Regulation in Europe*) à Bruxelles.

En 2016, il a publié aux Éditions Economica un ouvrage intitulé *Hyper-mobilité et politiques publiques : changer d'époque ?*

De 2010 à 2015, il a été Secrétaire général de la WCTRS (*World Conference on Transport Research Society*) et est

toujours membre du *Steering Committee*. En 2012-2013, il a été l'un des dix membres de la Commission « Mobilité 21 » en charge de réexaminer le contenu du Schéma national des infrastructures de transport (SNIT). De 2008 à 2012, il a été membre du conseil d'administration de RFF (Réseau ferré de France), au titre des personnalités qualifiées. De 2008 à 2013, il a présidé l'OEET (Observatoire énergie environnement des transports) chargé de mettre en place les normes d'affichage CO₂ des services de transport. De 2002 à 2013, il a présidé les groupes opérationnels du PREDIT n°1, puis n°6 (Programme national de recherche sur les transports terrestres) portant sur la mobilité durable et les politiques publiques.



D.R

Ève DARRAGON est Conseillère maître à la Cour des comptes, deuxième chambre (développement durable), responsable du secteur Pollutions et risques climatiques naturels et technologiques.

Elle est ancienne élève de l'École nationale d'administration – promotion Léonard de Vinci (1983-1985) ; Licenciée en droit (Paris

1) – 1982 ; Licenciée en géographie (licence d'enseignement), Institut de géographie, Paris Sorbonne Paris IV – 1980 ; diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, section Service public – 1979.



D.R

Carole DENEUVE est cheffe du service Économique et statistique de l'UNICEM (Union nationale des industries de carrières et de matériaux de construction) depuis mars 2010.

Professeure certifiée de sciences économiques et sociales et titulaire d'un Master 2 en analyse macroéconomique et conjoncture de l'Université de Paris 1,

elle a occupé entre 1991 et 1994 les fonctions de chargée de mission au sein du bureau de l'Industrie de la direction générale du Trésor au ministère de l'Économie et des Finances, assurant en parallèle des enseignements universitaires et des conférences en cycle préparatoire ENA au Centre de formation continue de ce ministère. En 1994, elle rejoint le Centre d'observation économique à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, où elle est spécialiste des questions de l'emploi, de l'investissement et de la situation financière des entreprises.

Elle coédite et publie avec Christian de Boissieu une collection d'ouvrages annuels consacrés aux entreprises françaises de 2001 à 2006 et participe à de nombreux groupes de travail d'experts ainsi qu'à la rédaction de rapports du CAE (Conseil d'analyse économique) et de France Stratégie. Elle intègre en novembre 2006 le département Conjoncture de REXECODE et devient responsable des études sectorielles et des analyses conjoncturelles des secteurs de l'immobilier et de la construction.



D.R

Carole DENIEL est responsable des programmes spatiaux liés à la composition atmosphérique au sein de la direction de l'Innovation et des applications de l'Agence spatiale française, le CNES. À ce titre, elle travaille étroitement avec les laboratoires de recherche et les organismes français afin de préparer les futures missions et valoriser la recherche utilisant les données spatiales disponibles dans l'objectif de faire progresser les connaissances et l'expertise française dans le domaine des sciences de l'atmosphère. Dans le cadre de l'appel à projets annuel du CNES, elle anime les comités d'évaluation et met en place les ressources nécessaires à la réalisation des projets retenus au sein des laboratoires français. En dialogue permanent avec les agences spatiales et la communauté scientifique internationale, elle est chargée de proposer au sein du CNES une stratégie permettant de faire rayonner les spécificités de la recherche spatiale française et contribue à la mise en place d'accords de coopération.

À la suite d'une formation universitaire (Paris 6) en sciences physiques, astronomie et techniques spatiales, elle a soutenu une thèse au CNRS sur l'étude de la stratosphère polaire par mesures satellitaires, puis a été chercheuse en contrat post-doctoral durant quatre ans aux États-Unis (Université du Maryland) et au CNRS en France.



D.R

Gilles FORET est enseignant chercheur à l'Université Paris Est Créteil, où il est rattaché au Laboratoire interuniversitaire des systèmes atmosphériques (LISA). C'est un physico-chimiste expert de la modélisation numérique de la qualité de l'air. Il a notamment travaillé sur l'assimilation des observations satellitaires de l'ozone dans les modèles numériques de chimie-transport utilisés pour la prévision et la surveillance opérationnelle. Il est l'auteur d'environ 40 articles dans ce domaine de recherche. Par ailleurs, il est en charge depuis 2016 du groupe de travail de l'IPSL (Institut Pierre-Simon Laplace) qui travaille sur la pollution atmosphérique francilienne. Il a par ailleurs participé au montage du réseau de recherche Qi², dont il est actuellement le responsable. Ce réseau est un DIM (domaine d'intérêt majeur) de la région Île-de-France, qui soutient la recherche académique francilienne dans le domaine de la qualité de l'air. Ce réseau qui regroupe plus de 35 partenaires (académiques, opérationnels, institutionnels et industriels) soutient la recherche transdisciplinaire depuis la physico-chimie des atmosphères (extérieur et intérieur) en passant par les impacts sanitaires et jusqu'aux solutions, qu'elles soient technologiques ou politiques.

Colm FRIEL a une expérience étendue en matière de gestion financière et d'audit des politiques du secteur pu-



©ECA

blic. Il a commencé sa carrière au sein de l'Institution suprême d'audit irlandaise. Il est manager auprès de la Cour des comptes européenne et dispose d'une vaste expérience de la conduite d'audits sur un large éventail de politiques de l'UE, y compris des sujets liés à l'environnement et au changement climatique. Il a géré l'audit pour le rapport spécial n°23/2018 de la Cour.

Laurent GOETHALS est titulaire d'une maîtrise en informatique et d'un master en jeux vidéo. Il a travaillé pendant deux ans dans l'industrie du jeu vidéo, puis il s'est lancé en tant qu'auto-entrepreneur créant de nombreux jeux vidéo pour XBOX 360 et PC, ainsi que des outils informatiques et du serious gaming.



D.R

Nadia HERBELOT est cheffe du service de la qualité de l'air à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) depuis 2016. Inspectrice des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pendant onze ans, elle a également exercé des missions au sein du ministère en charge de l'Environnement. Tout d'abord

au bureau de la Qualité de l'air, où elle était notamment en charge du suivi des associations agréées de surveillance de la qualité de l'air et du Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air, ainsi que de la négociation de la directive du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Puis au bureau de la Prévention et des Filières à responsabilités élargies des producteurs, où elle assurait la fonction d'adjointe au chef du bureau et pilotait à ce titre, avec les chargés de mission du bureau, la finalisation, puis la mise en œuvre du Plan national de prévention des déchets et la gouvernance des filières REP, dans un contexte d'évolution législatif structurant (en particulier, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015).



D.R

Sophie LANONE est directrice de recherche à l'Inserm (DR2) et dirige une équipe Inserm à l'Institut Mondor de recherche biomédicale (IMRB, UMR 955 Inserm-UPEC) à Créteil. Ses travaux de recherche s'intéressent aux conséquences pulmonaires des agressions environnementales, tout au long de la vie.

Elle a longtemps travaillé sur les effets respiratoires des nanoparticules d'origine anthropique (en lien avec leurs propriétés physico-chimiques).

Elle développe aujourd'hui des recherches sur la pollution atmosphérique dans son ensemble. Sophie Lanone a coordonné plusieurs programmes multipartenaires (ANR, ANSES, SPLF...) et participe à différentes instances d'expertise et d'évaluation (Comité scientifique du programme de recherche ANSES, Conseil scientifique de l'INRS, Comité scientifique sectoriel du programme Nanosciences et nanotechnologies ANR...). Elle est membre du Conseil de gestion de la Faculté de médecine de Créteil, et a été missionnée pour coordonner l'axe stratégique Santé-Société-Environnement au sein de l'UPEC (co-responsable avec Isabelle Coll).



D.R

Jean-Luc LAURENT est ingénieur général des Mines honoraire et officier de la Légion d'honneur. Il a commencé sa carrière au ministère de l'Environnement, où il a occupé de nombreuses fonctions sur le terrain (en services déconcentrés en Bourgogne et comme directeur de l'Agence de l'eau Rhin Meuse) et en administration centrale (au service de l'Environnement industriel, comme directeur de l'Eau, directeur général de l'Administration et du Développement et, enfin, comme chef du service de l'Inspection générale de l'environnement). Il a par la suite dirigé durant 10 ans le Laboratoire national de métrologie et d'essais (à ce titre, il a animé le Laboratoire central de la qualité de l'air, le LCSQA).

Meuse) et en administration centrale (au service de l'Environnement industriel, comme directeur de l'Eau, directeur général de l'Administration et du Développement et, enfin, comme chef du service de l'Inspection générale de l'environnement). Il a par la suite dirigé durant 10 ans le Laboratoire national de métrologie et d'essais (à ce titre, il a animé le Laboratoire central de la qualité de l'air, le LCSQA).



D.R

Richard LAVERGNE est ingénieur général du corps des Mines, diplômé de l'École polytechnique (promotion 75), de l'École supérieure de métrologie et de Télécom ParisTech. Depuis janvier 2017, il est membre permanent du Conseil général de l'Économie (ministère de l'Économie et des Finances), où il exerce les fonctions de référent « Énergie et Climat ».

De 2008 à 2016, il a été conseiller auprès, à la fois, du directeur général de l'Énergie et du Climat (DGEC) et de la Commissaire générale au Développement durable (CGDD), au sein du ministère chargé de l'Environnement et de l'Énergie. À ce titre, il a assuré, notamment, les missions de Secrétaire général du Comité pour l'économie verte, de Secrétaire général du Comité d'experts pour la transition énergétique, de vice-président du Comité pour la coopération à long terme (SLT Committee) de l'Agence internationale de l'énergie et de président pour l'UE du groupe thématique sur les marchés et les stratégies énergétiques dans le cadre du dialogue énergétique UE-Russie. De fin 2012 à mi-2013, Richard Lavergne a été fortement impliqué dans l'organisation du Débat national pour la transition énergétique. De 2008 à 2017, il a été membre du comité directeur de l'Association française des économistes de l'énergie. De 1995 à 2008, il a été

directeur de l'Observatoire de l'énergie et des matières premières au sein du ministère chargé de l'Énergie. De 1990 à 1995, il a été directeur du Réseau national d'essais (RNE), organisme national d'accréditation pour les laboratoires d'essai et d'analyse.



D.R

Eva LEOZ-GARZIANDIA a suivi des études de chimie à l'Université du Pays basque à Bilbao (Espagne). Puis, grâce au programme Erasmus, elle s'est spécialisée dans l'environnement à l'Université de Liège (Belgique) et à l'École nationale supérieure de chimie de Montpellier. Après un DEA, elle obtient en 1998 le grade de Docteur de

l'Université Paris Diderot en chimie de la pollution atmosphérique et physique de l'environnement. Elle rejoint l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) en 1999, où elle intègre l'unité AIRE pour y réaliser des études en appui des pouvoirs publics et des travaux de recherche sur la thématique de la qualité de l'air. De 2008 à 2015, elle prend en charge l'unité Chimie, Métrologie, Essais (CIME) de la direction des Risques chroniques (DRC) qui participe à des travaux pour le Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air (LCSQA) et le laboratoire national de référence pour la surveillance des milieux aquatiques (AQUAREF). Depuis 2015, elle est la directrice exécutive du LCSQA, groupement d'intérêt scientifique regroupant le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), l'Ineris et l'Institut MinesTélécom Lille Douai. Ses missions en tant que coordinateur technique du dispositif national de surveillance sont l'animation et le pilotage du dispositif national de surveillance, la mise en place d'actions techniques liées à la surveillance, la production, la dissémination et la valorisation des données, l'appui au rapportage européen des données, l'appui à l'examen des demandes de financement des Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) et la formation, et le développement d'études et des connaissances.



D.R

Charlotte LEPITRE a immigré au Canada en 2009 après avoir passé son Baccalauréat (Bac S – Lycée agricole de Laval). Elle est diplômée de l'Université du Québec à Montréal (UQAM, Canada) en biologie-écologie. Elle rentre ensuite en France pour réaliser un Master2 en droit et environnement à l'Université de

Rennes. Elle a débuté sa carrière à Bruxelles, au bureau européen de l'Environnement (EEB), en tant que chargée de mission Air et Agriculture. Elle intègre ensuite l'équipe de la fédération d'associations environnementales France Nature Environnement (FNE) en 2015, en tant que coordinatrice du réseau Santé-Environnement. Charlotte Lepitre coordonne et pilote les travaux

et politiques de la FNE sur les thématiques environnementales en lien avec les impacts sanitaires chez l'homme : risques émergents (perturbateurs endocriniens, nanomatériaux...), bruit, champs électromagnétiques et qualité de l'air intérieur et extérieur. FNE est un acteur environnemental historique, qui existe depuis plus de 50 ans. Elle est membre du Conseil national de l'air et de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur (OQAI). Ainsi, dans le cadre de ses missions, Charlotte Lepitre participe à l'élaboration et au suivi de plusieurs plans, programmes ou réglementations, tels que la directive NEC, le Programme de réduction des émissions de polluants atmosphériques, le Plan national Santé Environnement, les plans de protection de l'atmosphère, la Journée nationale de la qualité de l'air... Elle a suivi le dieselgate en intégrant la commission d'enquête ainsi que les conséquences juridiques qui en ont suivi. Elle a également développé un projet européen LIFE sur la pollution de l'air et l'agriculture (2018-2021).



D.R

Tatiana MACÉ a obtenu son diplôme d'ingénieur chimiste à l'École nationale supérieure de chimie de Paris (ENSCP). Elle travaille au Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) à Paris en tant que responsable du département Métrologie des gaz et des aérosols. Elle contribue au développement de matériaux de référence certifiés (MRC) et de méthodes de référence traçables au système international et à leur dissémination auprès des laboratoires, des industries et des instituts afin d'assurer la qualité de leurs mesures en analyse des gaz et caractérisation des aérosols. Elle organise et participe aux comparaisons interlaboratoires aux niveaux national et international et est, à ce titre, membre des groupes de travail en analyse des gaz et des aérosols du Comité consultatif de la quantité de matière (CCQM) et de l'Organisation européenne des laboratoires nationaux de métrologie (EURAMET). Elle représente le LNE au sein du Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air (LCSQA) qui est en charge de la coordination nationale du dispositif de surveillance de la qualité de l'air en étroite collaboration avec les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA). Elle est également membre de commissions de normalisation françaises (X43A, X43D et E29EG) et internationales (TC 158) afin de participer à l'élaboration et à la révision des normes utilisées dans ses domaines d'activité.

Christine MALLENS est titulaire d'un doctorat d'État en sciences économiques. Elle est économiste au Service économique de l'UNICEM (Union nationale des industries de carrières et de matériaux de construction) depuis 1990. Elle participe au développement d'un système d'informations statistiques, économiques et cartographiques sur l'industrie des matériaux de construction (productions, flux et utilisations). Elle réalise également des études d'approvisionnement des territoires en granulats pour apporter un appui à l'élaboration de stratégies de continuité

d'approvisionnement dans une démarche de développement durable (analyse des conditions actuelles d'approvisionnement : niveaux de demande, de production, de flux, de transport... à différentes échelles territoriales, projection de l'approvisionnement à un horizon de 20 ans, détermination des potentiels de production à reconstituer pour satisfaire les besoins futurs...).

Elle s'est notamment spécialisée dans l'analyse de l'approvisionnement actuel et futur de la région Île-de-France, notamment dans le cadre du Grand Paris. Depuis 2017, elle s'est également orientée vers l'étude des granulats marins (production par façade maritime, approvisionnement des marchés locaux, satisfaction des besoins en bétons hydrauliques...) et des minéraux industriels (productions et usages à différentes échelles géographiques). En parallèle, elle travaille avec Carole Deneuve sur les travaux de conjoncture : suivi des indicateurs et des enquêtes pour tracer les perspectives d'activité des secteurs du BTP et des matériaux de construction, calcul d'un indicateur Matériaux, construction de scénarios prévisionnels granulats pour le béton prêt à l'emploi...



D.R

Julien MARCHAL est Conseiller référendaire à la Cour des comptes, deuxième chambre (développement durable).

Ancien élève de l'École nationale d'administration – promotion Jean de la Fontaine (2013-2014), il est diplômé d'H.E.C Paris (2007-2011) et de l'Institut d'études politiques de Paris (2008-2011) et est titulaire d'un master II Administration et gestion publique, Paris I Panthéon-Sorbonne (2011-2012).



D.R

Marie-Ange MATTEI est Conseillère maîtresse à la Cour des comptes, cinquième chambre (cohésion sociale).

Ancienne élève de l'École nationale d'administration – promotion Cyrano de Bergerac (1997-1999), elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (1981- 1983) et de l'École des Mines de Paris. Elle a également obtenu un doctorat pour ses travaux sur la planification minière.



D.R

Ilarion PAVEL est ingénieur en chef des Mines, docteur en physique. Il travaille au Conseil général de l'Économie et au Laboratoire de physique théorique de l'École normale supérieure, dans le domaine de la physique des particules élémentaires et interactions fondamentales.

Il a été ingénieur de recherche

chez Thomson-CSF et a effectué un séjour post-doctoral à Caltech. Pendant trois ans, il a travaillé à la délégation régionale de la Recherche et de l'Innovation de l'Île-de-France, dans le domaine de l'innovation et du transfert de technologie. Puis pendant cinq ans, il a été en charge du Réseau national de recherche en télécommunication, au ministère de la Recherche. Par la suite, au sein de ce même ministère, il a été conseiller scientifique en nanotechnologies.

Jean-Luc PERRIN est ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts. Il a commencé sa carrière à la délégation générale pour l'Armement, travaillant sur des sujets d'optique aéronautique. Il a ensuite exercé des fonctions relatives à la synthèse des comptes des administrations de sécurité sociale à la direction de la Prévision, à Bercy. Il a poursuivi sa carrière à la direction générale de l'Énergie et des Matières premières, où il a suivi le débat public EPR, la programmation pluriannuelle des investissements de production électrique et le sujet des électro-intensifs. Depuis 2008, il est chargé de la sous-direction des Risques chroniques et du pilotage de l'Inspection à la direction générale de la Prévention des risques (ministère de la Transition écologique et solidaire).



D.R

Jacques SCHLEIFER a rejoint le Centre de géosciences en 1989 pour participer et coordonner de nombreux projets nationaux et européens relatifs à la planification et à l'organisation des exploitations, notamment sur le tir à l'explosif en carrière.

Sur la composante socio-économique de la gestion des ressources minérales, il a contribué

au projet ANTAG (anticipation de l'accès à la ressource granulat en France) et, dans la lignée de celui-ci, au projet AGREGA. Actuellement, il participe, toujours sur la même thématique, au projet SEDIBRIC (valorisation des sédiments de dragage portuaire). Il est également en charge de la promotion de la recherche publique auprès des PME de l'industrie extractive dans le cadre du projet Carnot-filière EX-TRA&CO.

Il est par ailleurs adjoint au directeur chargé des moyens expérimentaux.



D.R

Bruno TESSIER est Docteur en géologie de l'Université Pierre et Marie Curie et diplômé en Master informatique de l'École des Mines de Saint-Étienne. Il a rejoint le Centre de géosciences en 1989.

Il s'est vu confier la valorisation et l'industrialisation de produits concernant les mesures automatisées par analyse d'images de la

fragmentation des roches. Il a, dans ce cadre, participé à des projets européens et conduit un certain nombre d'ex-

pertises pour les exploitants de granulats autour de l'optimisation du tir à l'explosif en carrière et le contrôle des produits de broyage.

Pendant plusieurs années, il est intervenu dans plusieurs projets qui l'ont amené à s'intéresser aux SIG, notamment pour l'ANDRA, en ce qui concerne l'évolution passée du bâti géologique du Bassin parisien par simulation de l'érosion sur des périodes de plusieurs millions d'années.



D.R

Isabelle THÉNEVIN est Docteur de l'École des Mines de Paris dans la spécialité Géologie de l'ingénieur et est ingénieure géologue diplômée de l'École nationale supérieure de géologie de Nancy.

Depuis 2001, elle est enseignant-chercheur au Centre de recherche en géosciences de MINES-ParisTech au sein de

l'équipe Géomécanique. Elle a été pendant 4 ans responsable de la formation en évaluation économique de projets miniers et a assuré l'encadrement de travaux de fin d'études : études de pré faisabilité, faisabilité, optimisations technique et économique de projets miniers.

Elle est par ailleurs maître de conférences à l'École des Ponts et Chaussées au sein du département Génie civil et Construction depuis 15 ans ; elle est responsable du module d'enseignement en géologie de l'ingénieur. Elle participe aussi, en tant que membre bénévole, aux travaux de la Société de l'industrie minérale.

Caroline VAN RENTERGHEM est fondatrice et CEO de la société WAIR qui a notamment créer un foulard anti-pollution connecté.



D.R

Sophie VASLIN-REIMANN

est titulaire d'un Doctorat de physico-chimie – macromoléculaire, obtenu à l'Université Paris VI. Après un diplôme d'ingénieur de l'École supérieure de chimie organique et minérale (ESCOM), Sophie Vaslin-Reimann a exercé durant une vingtaine d'années au sein de différents groupes industriels (Rhône-Poulenc, Rhodia et

Danone), où elle était en charge d'équipes de R&D dans des domaines de la chimie et de la formulation en physico-chimie.

Depuis une dizaine d'années, elle est responsable de la métrologie en chimie et en biologie au sein du Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE). À ce titre, elle est en charge d'une équipe dont les missions sont de deux types :

- des missions de R&D en vue de développer et de maintenir des étalons et des méthodes de référence en France permettant d'assurer la traçabilité des résultats de mesure en chimie au SI,
- une mission visant à assurer le transfert de ces étalons et méthodes de référence vers les mondes industriel et

académique en vue de fiabiliser les résultats de leurs mesures.

Elle participe également à des groupes de travail divers au titre de la normalisation et de l'expertise scientifique, et à des réunions du BIPM.

Depuis mai 2019, elle est chair du TC-MetChem, le comité technique de métrologie en chimie et en biologie d'Euramet, organisation européenne des Instituts de métrologie.



D.R

Camille VIATTE est aujourd'hui chercheuse contractuelle au LATMOS (Laboratoire Atmosphères, Milieux, Observations spatiales), en charge d'analyser la composition atmosphérique à partir des données satellitaires IASI (Interféromètre Atmosphérique de Sondage Infrarouge). Experte en télédétection et en physico-chimie

de l'atmosphère, elle travaille ac-

tuellement sur la détection de l'ammoniac depuis l'espace et sur le rôle de ce polluant dans la formation de particules en suspension dans l'air, qui sont très nocives pour la santé humaine.

Le domaine de recherche de Camille Viatte s'inscrit dans la problématique des changements de la composition atmosphérique sous l'influence des activités humaines. Connaître, quantifier et évaluer les concentrations des gaz atmosphériques pertinents, dans diverses régions du globe, constituent le premier pas vers une connaissance scientifique essentielle et une prise de conscience commune pour appréhender les problèmes environnementaux planétaires (pollution, changement climatique, santé publique).

Camille Viatte a obtenu son doctorat en 2011 en sciences de l'Univers, spécialité physique de l'atmosphère. Une partie de son travail de thèse a consisté à mettre en place et à assurer le bon fonctionnement d'un nouvel observatoire qui, installé sur le toit de l'Université de Paris-Est,

mesure la composition chimique de l'atmosphère parisienne. De 2011 à 2014, elle a travaillé sur l'impact des feux de biomasse transportés jusqu'en région Arctique au sein du département de Physique de l'Université de Toronto (Canada). Elle y était plus particulièrement chargée d'analyser et de détecter de nouvelles molécules à partir d'une station de mesures située au Pôle Nord. De 2014 à 2017, elle a travaillé à l'Institut de technologie de Californie (Caltech, États-Unis), où elle s'est employée à mieux quantifier les émissions de gaz à effet de serre aux échelles locale et globale à partir des mesures sol et satellitaire en partenariat avec le JPL (Jet Propulsion Laboratory) et la NASA.



D.R

Janusz WOJCIECHOWSKI a exercé les fonctions de juriste, de procureur, de juge, de président de l'Institution supérieure de contrôle de Pologne et de vice-président de la Chambre basse (*Sejm*) du Parlement polonais. Il a également exercé trois mandats de membre du Parlement européen. Il est l'auteur de commentaires sur le Code

pénal polonais et de plus de 100 articles et publications consacrés au droit pénal ainsi qu'à des questions socio-juridiques, parus dans diverses revues juridiques. Il est membre de la Cour des comptes européenne depuis mai 2016 et travaille dans le domaine de l'utilisation durable des ressources naturelles. Il a dirigé plusieurs audits de la performance, notamment ceux consacrés au renouvellement des générations dans l'agriculture, à la programmation du développement rural, à la pollution atmosphérique, à la sécurité alimentaire et aux mesures prises en faveur du bien-être animal. Il réalise actuellement des audits sur les mesures adoptées par l'UE pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens et sur la biodiversité dans le domaine agricole.